

Qu'est-ce qui détermine l'immigration?

L'économie suisse dépend des pays européens pour leurs marchés et pour leur main-d'œuvre qualifiée. En tant que petite économie au cœur de l'Europe, la Suisse ne peut prospérer ni en voie solitaire ni en limitant ses échanges à des pays lointains. C'est un fait économique.

Texte: Myra Fischer-Rosinger, directrice de swissstaffing

S'ajoute à cela le vieillissement démographique: une population active en baisse doit financer un nombre croissant de retraités. C'est pourquoi le marché du travail, l'économie et les assurances sociales doivent s'appuyer sur du personnel supplémentaire.

Malgré tout, l'immigration est un sujet brûlant. Pourquoi? Parce qu'elle soulève les passions. La croissance de la population pèse (potentiellement) sur l'infrastructure des transports, sur l'immobilier et sur le marché du travail. Cela suscite la peur, et la peur est mauvaise conseillère. Il en découle des propositions politiques – quelquefois soutenues par la majorité – d'une utilité douteuse, mais très séduisantes sur le plan émotionnel.

Le Brexit ou le mur de Trump entre le Mexique et les États-Unis illustrent, parmi tant d'autres exemples, à quel point l'immigration est un sujet sensible et polémique. En Suisse aussi, nous avons souvent mené des débats acharnés à ce sujet. Ils seront relancés le 27 septembre 2020, lorsque le peuple votera sur l'initiative de limitation, également appelée initiative de résiliation.

Le rôle du potentiel indigène

Un argument qui revient souvent souligne qu'il faut exploiter le potentiel de la main-d'œuvre indigène avant de recruter à l'étranger. Certes, l'exploitation des talents indigènes est essentielle. Et le potentiel des parents d'enfants en bas âge et des demandeurs d'emploi seniors n'est pas encore complètement utilisé. Il importe d'analyser ces sujets en détail et d'élaborer des solutions efficaces pour harmoniser le travail et la famille tout en visant la réinsertion des quinquagénaires et plus sur le marché de l'emploi. Cela ne suffira toutefois pas pour résoudre le problème de notre économie.

Même si nous réussissons à intégrer les catégories susmentionnées, notre économie sera toujours contrainte de recruter du personnel au-de-

là de nos frontières, dans des pays proches ou lointains. En effet, compte tenu du taux d'occupation record en Suisse, le potentiel d'exploitation s'avère modeste.

Par ailleurs, chaque marché de l'emploi connaît des inefficacités et des disparités. Au vu du changement technologique, l'économie a besoin de profils très spécifiques. Ceux-ci seront insuffisants, voire inexistantes dans notre pays, tant que le système éducatif ne pourra pas assurer la relève nécessaire. L'éducation évolue moins rapidement que l'économie. Désormais, les pays se disputent les spécialistes des nouveaux secteurs technologiques à l'échelle internationale.

Le rôle du prestataire de services de personnel

En ce qui concerne l'exploitation du potentiel indigène et l'intégration sur le marché du travail, les entreprises de location de services jouent un rôle essentiel. Il est prouvé que le travail intérimaire aide les diplômés récents ainsi que les employés moins jeunes à réintégrer le marché de l'emploi. En Suisse, le seuil d'entrée dans la vie active est particulièrement bas grâce à l'effet combiné du travail temporaire et d'un marché de l'emploi libéral. Cela explique notre taux d'occupation élevé.

En même temps, les entreprises de location de services exercent une fonction charnière pour le personnel qualifié étranger tant recherché. Elles disposent de canaux bien établis pour recruter au-delà des frontières suisses. Cela leur permet de fournir aux employeurs la main-d'œuvre requise et de stimuler la croissance du PIB helvétique.

Ces prestataires de services de personnel ne sont toutefois pas le moteur de l'immigration, contrairement à ce que certains affirment. Différents chiffres le prouvent: sur un total de 320 000 frontaliers, seuls 5,5% entrent en Suisse par le biais de la location de services. 94,5% d'entre eux

Notre comité de direction blogue...

Des équipes performantes temporaires



Robin Gordon, CEO d'Interiman Group

Une grande partie du travail essentiel à la réussite dans les entreprises est effectuée par des équipes. Dans quelle mesure cet aspect est-il pris en compte lors du recrutement de travailleurs temporaires?

Dans le cadre de leurs missions, la plupart de nos collaborateurs temporaires vont intégrer des équipes existantes au sein de nos entreprises clientes. L'intégration d'un nouvel élément représente à chaque fois un défi, car la «chimie humaine» regroupe un ensemble de paramètres complexes à identifier. C'est clairement un facteur de risque avec lequel il faut composer. Mais dans la plupart des cas l'intégration se passe très bien, car l'équipe en question voit plutôt d'un bon œil l'arrivée de ce renfort. Il peut s'agir de soulager une période de travail chargée, remplacer un membre de l'équipe malade, en formation ou en vacances.

Cependant, il n'est pas facile de constituer et de maintenir une équipe de haut niveau. Et encore plus difficile dans le cas de postes temporaires?

Effectivement, car le collaborateur a peu de temps pour s'intégrer et trouver sa place. C'est pour cette raison que nous élaborons, d'entente avec nos clients importants, un processus d'onboarding impliquant une préparation à la mission sous forme d'e-learning. De cette manière, avant même de débiter sa mission, le collaborateur a déjà été sensibilisé à des aspects importants, tels que l'environnement de travail, les valeurs, la sécurité, les directives ou encore le système d'enregistrement du temps de travail en place chez le client.

Lire la suite sur: www.blog.swissstaffing.ch



arrivent en Suisse par d'autres canaux. Cette proportion ne s'applique pas seulement à toute la Suisse, mais à chaque région frontalière, comme Genève (92,6%) et le Tessin (95,4%).

Quiconque croit freiner l'afflux de frontaliers en limitant ou en interdisant le travail temporaire ne fait que révéler ses tendances populistes. Il joue sur les émotions de la population. Sa prétendue recette n'a aucun fondement.

Le rôle du coronavirus

Comme toutes les crises, la situation actuelle montre que l'évolution économique rééquilibre l'immigration. En temps de difficultés, le flux d'immigrés diminue considérablement, alors qu'il augmente en période de boom. L'immigration sert en quelque sorte de tampon pour l'économie suisse: elle amortit les fortes fluctuations conjoncturelles et aide le pays à surmonter les crises.

Par ailleurs, les premières conclusions de la pandémie du Covid-19 prouvent que même en période difficile, l'économie a besoin de main-d'œuvre étrangère. Les réactions des différentes branches et entreprises l'ont démontré lorsque les frontières ont fermé. Pendant le confinement, le besoin de main-d'œuvre étrangère ne se limitait pas aux branches d'importance systémique, mais s'étendait à de nombreux autres secteurs.

La propagation extrêmement rapide du coronavirus à travers le monde souligne les aspects moins réjouissants de la globalisation. En même temps, il s'est avéré que la fermeture des frontières n'offrait guère de protection: la dépendance entre les pays – tant sur le plan économique que privé – ainsi que les réseaux internationaux sont solidement ancrés et donc irréversibles. C'est pourquoi même la crise actuelle ne justifie pas de freiner les échanges économiques et privés entre la Suisse et l'Union européenne.

Conclusion

La réalité parle d'elle-même: la libre circulation des personnes ainsi que les accords bilatéraux sont essentiels à la place économique suisse. Et les arguments de l'opposition, guidés par l'émotion, ne résistent pas à l'examen des faits.

Si la libre circulation des personnes était résiliée comme l'exigent les auteurs de l'initiative, cela déferait automatiquement l'ensemble des accords bilatéraux I. La perte de la libre circulation et de l'accès illimité aux marchés européens bouleverserait l'économie et, dans la crise actuelle, lui donnerait le coup de grâce. Un «non» clair et sans équivoque à l'initiative de limitation (ou initiative de résiliation) équivaut ainsi à un puissant «oui» à l'économie et à la place économique suisse. ■



Myra Fischer-Rosinger,
directrice de swisstaffing